

**ARRÊTÉ DU 1<sup>er</sup> juillet 2026**

portant autorisation à l'entreprise RYTTER, d'installer une zone de chantier pour effectuer des travaux de mise en sécurité sur façade,  
4 avenue Carnot, du 6 au 8 juillet 2026.

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,**

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,  
**VU** le code de la voirie routière,  
**VU** le code de la route,  
**VU** l'arrêté municipal n°2025/2011 du 01 novembre 2025 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,  
**VU** l'arrêté municipal n°2026/0167 du 3 avril 2026 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 2<sup>ème</sup> Adjoint, dans le domaine de la Sécurité, de la Prévention et du Bien vivre ensemble,

**CONSIDÉRANT** la demande de la société RYTTER, sise 10 bis rue du Four – 02870 VIVAISE, d'installer une zone de chantier pour effectuer des travaux de mise en sécurité sur façade, au 4 avenue Carnot, du 6 au 8 juillet 2026.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'entreprise RYTTER est autorisée à occuper le domaine public, afin d'installer une zone de chantier pour effectuer des travaux de mise en sécurité sur façade, au 4 avenue Carnot, du lundi 6 juillet 2026 à 6h00 au mercredi 8 juillet 2026 à 18h00.

**ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit sur 3 emplacements situés devant le 4 avenue Carnot, du lundi 6 juillet 2026 à 6h00 au mercredi 8 juillet 2026 à 18h00.

**ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.

**ARTICLE 4 :** Tout véhicule qui ne se conformerait pas aux prescriptions du présent arrêté, sera considéré comme gênant; les infractions seront punies d'une contravention de deuxième classe. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite et exécutée aux frais de son propriétaire.

**ARTICLE 5 :** Le montant des droits à acquitter par le permissionnaire est fixé comme suit :

Zone de chantier : 105 m <sup>2</sup> x 4,00 € x 1 fraction de semaine.....	420,00 €
TOTAL : .....	<b>420,00 €</b>
ARRÊTÉ à la somme de : <b>QUATRE CENT VINGT EUROS</b>	

**La somme indiquée ci-dessus est à régler auprès de la trésorerie après réception du titre de recette correspondant.**

**ARTICLE 6 :** Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.

**ARTICLE 7 :** Pendant toute la durée de sa validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.

**ARTICLE 8 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la Police Nationale, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :** Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

